



HAL
open science

L'Asie du Sud-Est, proxy de compétition sino-américaine

Antoine Bondaz

► **To cite this version:**

Antoine Bondaz. L'Asie du Sud-Est, proxy de compétition sino-américaine. Dynamiques Internationales, 2014. hal-03574219

HAL Id: hal-03574219

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03574219>

Submitted on 15 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Asie du Sud-Est, proxy de compétition sino-américaine

Antoine Bondaz, CERI-Sciences Po

Chinese President Xi Jinping's diplomatic offensive in South East Asia, last October, was a clear attempt to mend and further expand ties with the ASEAN. China's reputation has deteriorated and some South East Asian countries are "falling out of love with China", partly due to its territorial disputes in the South China Sea. In the background, the US is rebalancing not to the Asia-Pacific but to South-East Asia and Abe's Japan is also rushing to the region. The emerging bipolarity in South-East Asia is creating a de facto dual hegemony, the USA providing security guarantees and China providing economic benefits. That configuration of power provides the ASEAN member states with a unique opportunity to promote their national interest, depending on whether they have or not territorial disputes and on their economic and political size. ASEAN official motto in 2012, "One community, One destiny" seems to be a smoke screen that should not hide a deep division among the ASEAN member states on how to deal with both Washington and Beijing.

*« Nous connaissons le jeu depuis le début.
Nous avons besoin de jouer ce rôle d'équilibreur.
Nous avons besoin de servir de point d'appui de tous les jeux de puissance dans la région »*
Surin Pitsuwan, Secrétaire général de l'ASEAN (2008-2012)

Introduction

Alors que la Chine accroît sa présence économique et approfondit ses relations politiques avec l'ASEAN, la tournée réussie du président Xi Jinping en Indonésie et en Malaisie en octobre 2013 en étant un symbole, les relations de la Chine avec certains de ses membres se sont dégradées en raison de leur incapacité à négocier une résolution de leurs différends territoriaux. Ces tensions ont pour toile de fond le renforcement de la présence diplomatique et militaire américaine dans la région Asie-Pacifique et la stratégie de réinvestissement du Japon en Asie du Sud-Est. Si les deux grandes puissances que sont la Chine et les États-Unis ne sont pas en confrontation comme ce

· Antoine Bondaz est doctorant à Sciences Po. Ses recherches portent sur la théorie des relations internationales, les questions de sécurité et de stratégie en Asie du Nord-Est, la politique étrangère chinoise et les relations entre la Chine et la péninsule coréenne. Il est rattaché au CERI et à l'IRSEM, allocataire de recherche du CNRS (financé par la DGA), et lauréat de l'IHEDN et de la Fondation Pierre Ledoux sous l'égide de la Fondation de France. *Visiting scholar* au Carnegie Endowment for International Peace, au sein de l'université Tsinghua à Pékin depuis 2013, il était *invited visiting fellow* au Ilmin International Relations Institute (IIRI) de Korea University en 2012. Il est intervenu dans de nombreux médias dont *Le Monde*, *France Culture*, *France 24*, *CCTV9* et a enseigné notamment à l'ENS, l'IHEDN et l'université Tsinghua.

fut le cas entre Moscou et Washington durant la guerre froide, l'Asie-Pacifique, et particulièrement l'Asie du Sud-Est, est un terrain de compétition de leur influence respective. Chaque puissance cherche à se rapprocher de partenaires-clés parmi les États membres de l'ASEAN afin d'accroître son influence, faisant de l'Asie du Sud-Est un proxy de la compétition sino-américaine. Les puissances moyennes et secondaires de l'ASEAN ont une opportunité unique de maximiser leur intérêt national en jouant habilement de cette compétition. Le slogan officiel de l'ASEAN en 2012, « *One Community, One Destiny* », apparaît comme une façade ne devant pas cacher des différences de stratégie notables entre les États-membres dont nous proposerons ici une typologie.

Une bipolarité naissante en Asie du Sud-Est qui n'est toutefois pas synonyme de guerre froide

Le système international demeure unipolaire malgré la volonté d'une partie du monde académique et de la presse de mettre en avant un soi-disant G2 (Etats-Unis-Chine). Le moment unipolaire qui aurait commencé en 1991 selon Charles Krauthammer (1990-1991) se maintient malgré l'essor sans précédent de la Chine. Le président américain peut alors sans prendre de risque annoncer lors de son discours sur l'état de l'Union en 2011 que “no one rival super power is aligned against us”¹ alors que l'ancienne secrétaire d'État Hilary Clinton annonçait la veille de son départ de l'administration Obama début 2013 que “the might of our military, the size of our economy, the influence of our diplomacy and the creative energy of our people remain unrivaled”². Néanmoins, cela ne signifie pas que les États-Unis sont un hégémon mondial, capable d'imposer sa volonté à l'ensemble des autres États du système international.

Les sous-systèmes régionaux ne sont pas tous une reproduction de ce système international (Ross, 2004, p. 268) et il convient de les étudier à part entière. Comme le souligne Barry Buzan, certains sous-systèmes régionaux sont une “sufficiently strong feature of international subsystems to be worth studying in its own right” (Buzan *et al*, 1998, p. 9). Nous estimons que le système sud-est asiatique est aujourd'hui caractérisé par une bipolarité naissante entre les États-Unis, qui demeure la principale puissance de ce système, et la Chine, qui devient de plus en plus un compétiteur de premier plan. Plusieurs remarques découlent naturellement de cette observation.

Premièrement, aucun État à proprement parler sud-est asiatique n'est en mesure de rivaliser avec les États-Unis ou la Chine. Aucun État de la région n'est une grande puissance. Les membres de l'ASEAN sont soit des puissances moyennes, soit des puissances secondaires. Il convient ici de

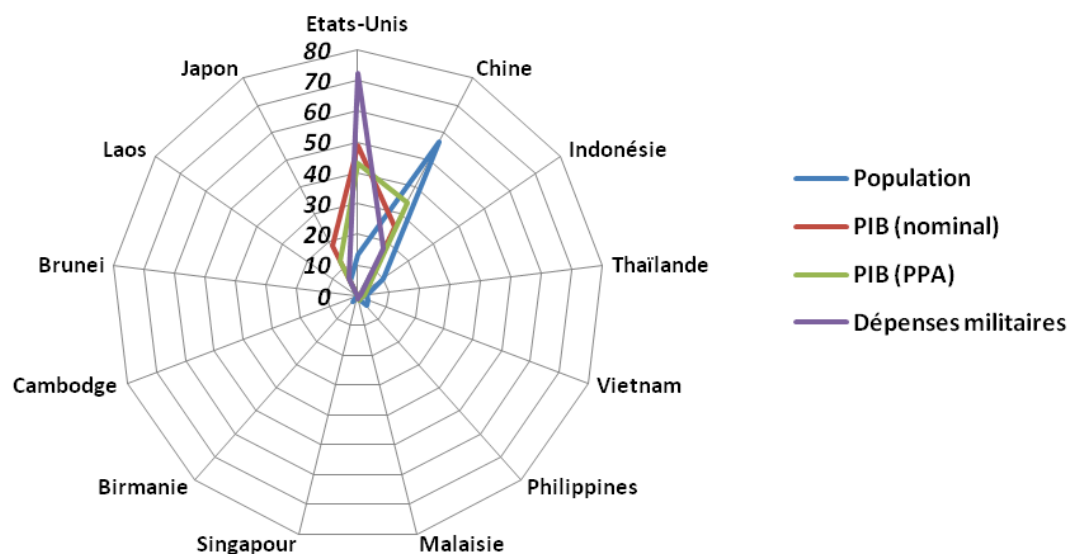
¹ Obama B., *State of Union Speech*, Washington, 25/01/2011.

² Clinton H., *On Leadership*, CFR, Washington, January 2013.

revenir brièvement sur ces concepts de puissances moyennes (ou régionales) et puissances secondaires. Par super puissance, on entend un État ayant une prééminence globale dans tous les secteurs : économique, militaire, diplomatique, idéologique, technologique et culturel. Les États-Unis sont une super puissance. Par grande puissance, on entend un État avec de solides capacités et ayant une influence globale. La Chine est une grande puissance. Par puissance moyenne, ou puissance régionale, on entend un État dont les capacités sont importantes au niveau régional, mais trop limitées pour lui permettre de se projeter au niveau global. L'Indonésie ou la Malaisie sont des puissances moyennes. Enfin, les autres États sont des puissances secondaires aux capacités limitées, notamment de projection. Le Laos ou le Cambodge sont des puissances secondaires. L'Asie du Sud-Est devient ainsi un proxy d'une compétition entre les deux grandes puissances du système international qui dépassent les seules rivalités régionales entre États de la région. Comme ce fut le cas de pour les pays de l'Europe Occidentale à partir des années 1950, cette situation de bipolarité renforce la possibilité de coopération entre les États de la région et permet une institutionnalisation plus forte de l'ASEAN³. *In fine*, cette bipolarité atténue les tensions entre les États membres de l'ASEAN car la principale menace qu'ils perçoivent est celle d'une des grandes puissances et non d'un autre État membre.

Graphique 1 et Tableau 1 :

Distribution de certains facteurs de puissance en Asie du Sud-est



³ "The emergence of the Russian and American superpowers created a situation that permitted wider ranging and more effective cooperation among the states of Western Europe. [...] Living in the superpowers' shadow, Britain, France, Germany, and Italy quickly saw that war among them would be fruitless and soon began to believe it impossible" ; Waltz, 1979, p. 70.

	Population en millions	PIB (nominal) en milliards USD 2012	PIB (PPA) en milliards USD 2012	Dépenses militaires en milliards USD 2012
Etats-Unis	316,3 13,2 %	15 685 48,9 %	15 653 43,2 %	682 72,3 %
Chine	1 354,1 56,5 %	8 227 25,6 %	12 383 34,2 %	166,1 17,6 %
Indonésie	237,6 9,9 %	878 2,7 %	1212 3,3 %	6,9 0,7 %
Thaïlande	65,9 2,8 %	366 1,1 %	646 1,8 %	5,4 0,6 %
Vietnam	88,8 3,7 %	142 0,4 %	320 0,9 %	3,4 0,4 %
Philippines	98,1 4,1 %	250 0,8 %	417 1,1 %	3 0,3 %
Malaisie	29,7 1,2 %	304 0,9 %	482 1,4 %	4,7 0,5 %
Singapour	5,3 0,2 %	275 0,9 %	327 0,9 %	9,7 1,0 %
Birmanie	53,3 2,2 %	53 0,2 %	89 0,2 %	2 0,2 %
Cambodge	15,1 0,6 %	14 0,1 %	37 0,1 %	0,2 0 %
Brunei	0,4 0,0 %	17 0,1 %	22 0,1 %	0,4 0,1 %
Laos	6,6 0,2 %	9 0,0 %	19 0,1 %	n.c. n.c.
Japon	127,3 5,3 %	5 870 18,3 %	4 617 12,7 %	59,3 6,3 %
TOTAL	2 398,4 100 %	32 090 100 %	36 234 100 %	943,1 100 %

Sources : IMF/SIPRI.

Deuxièmement, il est peu judicieux de parler de « nouvelle guerre froide » entre les États-Unis et la Chine ; la configuration actuelle est en effet bien différente de la configuration post-Seconde Guerre mondiale. États-Unis et Union Soviétique avaient peu ou prou atteint une certaine parité dans le domaine militaire et Moscou était la principale menace à la sécurité nationale américaine. Dans le même temps, l'Union Soviétique était une « puissance pauvre », avec des échanges commerciaux limités avec le bloc occidental et une interdépendance économique quasi nulle avec les États-Unis. La nouvelle configuration Chine-États-Unis est bien différente. Malgré la littérature concernant « la menace chinoise », la Chine ne représente aujourd'hui pas une menace militaire de même niveau que l'URSS. La Chine n'est pas à la tête d'un bloc militaire, n'ayant pas d'alliance militaire, si ce n'est un traité d'assistance avec la Corée du Nord, signé en 1961. La Chine ne dispose également d'aucune base militaire à l'extérieur de son territoire national. Si ses capacités de cyber-défense font par exemple l'objet d'une attention toute particulière des

puissances occidentales et l'Armée Populaire de Libération (APL) est en modernisation rapide, elle ne fait que rattraper un retard pris durant des décennies sur les puissances américaine et japonaise. Son premier porte-avion, ou plus précisément la modernisation d'un porte-avion soviétique, n'est toujours pas pleinement opérationnel. Ses capacités de projection militaire demeurent limitées. La puissance militaire américaine dépasse largement la puissance militaire chinoise en terme quantitatif (le budget militaire américain est quatre fois supérieur au budget chinois) et qualitatif.

En Asie du Sud-Est, ces deux grandes puissances ne reproduisent pas le schéma américano-soviétique de la guerre froide, marqué par une confrontation entre blocs, mais en créent un nouveau. Les États-Unis sont et demeureront pendant des décennies la principale puissance militaire de la région de par ses capacités de projection de force mais aussi ses alliances militaires régionales (Japon, Corée du Sud, Philippines, Thaïlande, Australie). La Chine devient et renforcera sa position de principale puissance économique, non seulement par l'importance de son économie nationale mais aussi par celle de son commerce avec la région renforcé par l'accord de libre-échange entré en vigueur en 2010. La Chine – sans même inclure Hong Kong dans les statistiques – est aujourd'hui le principal partenaire commercial des pays de l'ASEAN et leur commerce bilatéral a dépassé les 400 milliards de dollars en 2012, contre 56 milliards de dollars en 2002. Les ambitions du gouvernement chinois telles que présentées par le président Xi lors de son séjour en Indonésie en octobre 2013 sont d'ailleurs de dépasser la barre symbolique de 1 000 milliards de dollars dès 2020.

Tableaux 2 et 3 – Principaux partenaires commerciaux des membres de l'ASEAN

	Exportations vers la Chine	Exportations vers le Japon	Exportations vers les États-Unis
Indonésie	11,4 % (2)	15,9 % (1)	7,8 % (5)
Thaïlande	11,7 % (1)	10,2 % (2)	9,9 % (3)
Vietnam	12,9 % (2)	12 % (3)	17 % (1)
Philippines	11,8 % (3)	19 % (1)	14,2 % (2)
Malaisie	12,6 % (2)	11,8 % (3)	8,7 % (4)
Singapour	10,7 % (3)	5,5 % (5)	4,6 % (6)
Birmanie	14,2 % (3)	7,4 % (4)	
Cambodge		4,7 % (7)	32,7 % (1)
Brunei		46,5 % (1)	
Laos	20,7 % (2)		

	Importations depuis la Chine	Importations depuis le Japon	Importations depuis les États-Unis
Indonésie	15,3 % (1)	11,9 % (2)	6,1 % (6)
Thaïlande	14,9 % (2)	20 % (1)	5,3 % (5)
Vietnam	27,2 % (1)	8,5 % (2)	
Philippines	10,8 % (2)	10,4 % (3)	11,5 % (1)
Malaisie	15,1 % (1)	10,3 % (3)	8,1 % (4)
Singapour	10,3 % (2)	10,2 % (3)	6,2 % (5)
Birmanie	37 % (1)	8,2 % (5)	
Cambodge	19,5 % (3)		
Brunei	21,3 % (2)		
Laos	16,5 % (1)		

Source : CIA, *World Factbook*, 2013.

Nous assistons à la formation d'une double hiérarchie en Asie du Sud-Est, chaque grande puissance cherchant à offrir des garanties/bénéfices (de sécurité pour les États-Unis, économiques pour la Chine) aux États de la région. Les États-Unis demeurent depuis des décennies "the critical variable in the East Asia security equation" (Nye, 1995) en rassurant leurs alliés ou partenaires face à la Chine. La Chine offre la promesse du développement économique. Quelques exemples récents de ce levier économique est la proposition faite par le président chinois lors de sa tournée en Asie du Sud-Est en octobre 2013 de créer une banque de développement consacrées aux infrastructures ou encore d'un *swap agreement* avec l'Indonésie pour un échange de devises de l'ordre de 100 milliards de Yuan. Des voix se font entendre en Chine pour une utilisation encore plus offensive de ce levier économique ; le quotidien nationaliste *Global Times* estimait ainsi dans un éditorial (29/10/2010) que "any attempt to counter China by relying on US diplomacy and its military would result in paying an economic price".

Cette configuration présente des opportunités majeures pour les pays d'Asie du Sud-Est. Ces puissances moyennes ou secondaires font face à de grandes puissances. Dans leurs interactions et dans leur choix d'alliances, celles-ci sont amenées à choisir entre leurs imposants voisins car comme le souligne l'ancien sous-secrétaire d'État Kurt Campbell, "*traditional balance-of-power calculations still animate inter-state relations in East Asia*"⁴. Pour une majorité d'universitaires

⁴ Campbell Kurt M. (Assistant Secretary, Bureau of East Asian and Pacific Affairs), *Regional Overview of East Asia and the Pacific*, Statement Before the House Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on Asia, the Pacific and the Global Environment, Washington, DC, 03/03/2010.

appartenant à la famille réaliste, ces puissances moyennes vont s'allier avec la plus faible ou la moins menaçante des grandes puissances afin d'équilibrer le système régional (comportement de *balancing*)⁵. Randall Schweller (1994), pourtant un réaliste, estime quant à lui que le choix d'alliances est motivé "*by opportunities for gain as well as danger, by appetite as well as fear*", en fonction notamment de leur satisfaction avec le système international/régional et de l'opportunité de s'aligner avec une puissance dominante (comportement de *bandwagoning*).

Les puissances moyennes et secondaires d'Asie du Sud-Est ont l'opportunité de ne pas s'enfermer dans un de ces deux scénarios. Ces États peuvent jouer de la compétition sino-américaine en obtenant des garanties de sécurité des États-Unis (*balancing*) et des bénéfices économiques de la Chine (*bandwagoning*). Nous estimons que la stratégie de chaque État d'Asie du Sud-Est dépend, de façon synthétique, de plusieurs facteurs dont leurs relations de sécurité avec la Chine (différents territoriaux ou non) et leur poids régional. Les États bénéficiant le plus de la compétition sino-américaine sont les puissances secondaires de l'ASEAN, du fait du fonctionnement par consensus de l'ASEAN et donc de leur capacité de blocage lié à ce droit de veto. En effet, Chine et États-Unis tentent d'obtenir un « droit de veto indirect » au sein de l'ASEAN en s'offrant, « à moindre frais », le soutien et l'allégeance de ces puissances secondaires.

La mer de Chine du Sud, point de convergence des tensions stratégiques régionales

Le point de convergence des questions stratégiques en Asie du Sud-Est est aujourd'hui l'accroissement des tensions en mer de Chine méridionale. Ces tensions sont à la fois le reflet de l'opposition croissante entre la Chine et les États-Unis, le reflet des divergences dans leur stratégie régionale mais également le reflet des différences entre les États-membres de l'ASEAN. Nous avons donc décidé de prendre la mer de Chine du Sud comme point de départ afin de dresser les grandes lignes de ce sous-système régional. L'Asie du Sud-Est est, sur le plan stratégique, une zone de transit entre l'Europe, le Moyen Orient et l'Asie de l'Est, deux des trois pôles économiques mondiaux. Cependant, du point de vue chinois, la région, notamment la mer de Chine méridionale, peut servir de zone tampon stratégique afin de protéger la côte, cœur de la puissance économique du pays. On retrouve fréquemment des dénominations telles que Méditerranée asiatique⁶ ou mer des Caraïbes chinoise afin de qualifier cette étendue maritime de 3,5 millions de km². En effet, selon certains stratégestes, "*Rome and the United States have sought*

⁵ Waltz, 1979 ; Walt, 1987.

⁶ Que ce soit aux États-Unis ou en France à travers notamment les travaux de Denys Lombard ou François Gipouloux (2009).

control over the Mediterranean and Caribbean, China now seeks dominance [over the South China Sea]” (Kotani, 2011).

Il convient cependant de relativiser à la fois les capacités et les intentions chinoises. Si la mer de Chine méridionale est un verrou stratégique, la Chine ne peut et n’a aucun intérêt aujourd’hui à la bloquer. La marine chinoise n’a pas les capacités matérielles, vis-à-vis de ses voisins japonais et sud-est asiatiques et de son compétiteur américain, de contrôler et d’empêcher l’accès à ce bassin maritime. Présenter la Chine comme une menace pour la liberté de navigation du simple fait que ses capacités militaires s’accroissent est contre-productif, la seule puissance militaire aujourd’hui capable de limiter au niveau mondial la liberté de navigation étant la marine américaine. La Chine n’a également aucun intérêt à bloquer une interface maritime par laquelle passe la quasi totalité de ses échanges commerciaux et de ses importations d’énergie en provenance de l’ASEAN, de l’Asie du Sud, du Moyen-Orient, d’Afrique et d’Europe. Un tel scénario entrainerait une crise économique sans précédent pour la Chine qui irait à l’encontre de ses intérêts et remettrait en cause l’autorité même du régime. Si « la liberté de navigation » est promue par les États-Unis, elle l’est tout autant pour la Chine et ce n’est pas un hasard si lors de sa dernière tournée dans la région, le président chinois a appelé à y créer une « route de la soie maritime » dans un discours prononcé devant le Parlement indonésien le 02 octobre 2013. Enfin, il convient de relativiser les antagonismes en mer de Chine du Sud qui n’empêchent pas des coopérations bilatérales comme c’est le cas entre la Chine et le Brunei dont les revendications territoriales sont pourtant conflictuelles. Ainsi, lors de sa dernière visite en Chine en avril 2013, le sultan du Brunei Hassanal Bolkiah et le président chinois Xi Jinping ont signé un accord conjoint afin d’explorer et d’exploiter ensemble des gisements d’hydrocarbures situés dans des zones contestées⁷. De la même façon, la Chine et le Vietnam, malgré leur différend territorial et les tensions qui s’en suivent, ont créé des patrouilles communes dans le golfe du Tonkin dès 2011 et multiplié les groupes de travail à la suite de la visite du Premier ministre Li au Vietnam en octobre 2013. Si les tensions existent, les relations diplomatiques demeurent, tout comme les canaux de communication.

Les tensions entre la Chine et, non pas l’ASEAN, mais certains États comme les Philippines et le Vietnam, ne sont pas exclusivement dues à ce qui a été qualifiée d’assertivité chinoise (*assertiveness*). Selon l’expert du Carnegie Michael Swaine (2011), l’assertivité chinoise est “the single most dominant theme in Sino-U.S. relations of the past year or more” alors que l’universitaire renommé David Shambaugh (2011, p. 8) estime que “2009-2010 will be remembered as the years in which China became difficult for the world to deal with, as Beijing

⁷ <http://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t1088644.shtml>

exhibited increasingly tough and truculent behaviour toward many of its neighbours in Asia, as well as the United States and the European Union”. Cependant, ce terme à la mode, notamment dans la communauté académique aux États-Unis à partir de 2010, est en réalité une récurrence dans le discours américain. L'extrait ci-dessous, datant d'un article du *New York Times* publié en 1993 est ainsi criant d'actualité : “Buoyed by a strong economy, China is making far-reaching improvements in its armed forces, leaving many Asian countries feeling increasingly threatened by the behemoth in the neighbourhood... China's assertiveness in the South China Sea “has aroused distrust and suspicion” among the five other nations with claims in the area” (Kristof, 1993).

L'insatisfaction et les tensions réelles de certains États de la région avec la Chine ne sont pas en soi une nouveauté, leur expression publique l'est. En effet, les différends territoriaux entre la Chine et quatre des États-membres de l'ASEAN (Vietnam, Philippines, Malaisie et Brunei) ne datent pas de 2008. Plusieurs facteurs ont cependant conduit à une exacerbation des tensions relatives à ces différends. Un de ces facteurs est l'inexorable ascension chinoise et la modernisation militaire du pays. Comme le soulignent de nombreux universitaires chinois, la Chine devient une puissance maritime après n'avoir eu pendant longtemps les capacités de n'être qu'une puissance continentale (Bondaz, 2013). Cependant, le déséquilibre entre la Chine et ses voisins d'Asie du Sud-est, s'il s'accroît, a toujours été une réalité. De plus, si la Chine est plus confiante dans ses capacités, comme le souligne le général à la retraite Xu Guangyu⁸, ses revendications territoriales en mer de Chine méridionale n'ont pas été élargies et la Chine continue de s'en tenir à la très critiquée « ligne en 9 points ». Directement associée à l'ascension chinoise est la perception chinoise d'un « *Malacca Dilemma* » exprimé par Hu Jintao vers 2003, soulignant l'insécurité énergétique du pays de l'accroissement continu des besoins d'importations de matières premières. La « *Look East Policy* » indienne (Bondaz, Caussat et Racine, 2013), entamée dès 1992, et qui se traduit notamment par un rapprochement avec des États d'Asie du Sud-Est comme la Birmanie (en mai 2012, Manmohan Singh y a ainsi réalisé la première visite d'État d'un Premier ministre indien depuis 25 ans) et le Vietnam (dont l'exploration *offshore* conjointe entre l'entreprise indienne ONGC Videsh Ltd. et Petro Vietnam a attisé les tensions avec la Chine), a également participé à exacerber les tensions et les rivalités. Enfin, il convient de souligner que récemment et au niveau institutionnel, les présidences « faibles » de l'ASEAN se succèdent (Cambodge et Brunei), après la présidence « forte » de l'Indonésie en 2011.

⁸ “We kept silent about territorial disputes with our neighbors in the past because our navy was incapable of defending our economic zones, but now the navy is able to carry out its task” ; cité par Huang, 2010.

Le seul « retour » des États-Unis est en Asie du Sud-Est

Un second facteur, qui nous intéresse davantage dans l'opposition croissante entre Pékin et Washington, est le processus de fond de *rebalancing* américain en Asie-Pacifique. Ce pivot régional a pu servir de déclencheur pour les États en différend avec la Chine, sans toutefois être à l'origine des tensions, mettant fin aux illusions chinoises d'une Asie du Sud-Est acquise à la Chine comme aurait pu le laisser penser l'offensive diplomatique de charme lancée au début des années 2000 par la Chine (Kurlantzick, 2007). Cette stratégie qualifiée « de retour » dans les médias chinois correspond à un renforcement progressif des capacités militaires, diplomatiques, économiques et politiques des États-Unis dans la région. Nous estimons que ce pivot asiatique est avant tout un pivot en Asie du Sud-Est.

Le dynamisme américain dans la région depuis l'élection du président Obama a été particulièrement fort. L'intérêt grandissant de Washington pour l'Asie du Sud-Est est clair, non seulement dans les propos, mais aussi dans les faits. Ces cinq dernières années, l'administration Obama n'a eu de cesse de rappeler sa volonté de jouer un rôle de premier plan en Asie-Pacifique, message relayé abondamment notamment par l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton et son assistant en charge des affaires asiatiques Kurt Campbell, mais aussi par les officiels de la Défense. Lors de son discours au Japon, au cours de son premier voyage présidentiel dans le pays en novembre 2009, le président Obama a souligné clairement que « *for generations we also have been a nation of the Pacific. Asia and the United States are not separated by this great ocean; we are bound by it* », se permettant même, en tant que premier président du Pacifique des États-Unis, de promettre que « *this Pacific nation will strengthen and sustain our leadership in this vitally important part of the world* »⁹. En effet, il apparaît clairement pour les États-Unis que « *America's success in the 21st century is tied to the success of the dynamic Asia-Pacific region* »¹⁰ et donc logiquement, « *it should be clear that the Asia-Pacific relationship is a priority of the United States* »¹¹.

S'il a toujours été clair que l'Asie du Nord-Est était une priorité pour les États-Unis, notamment à travers les alliances militaires avec le Japon et la Corée du Sud, mais aussi l'implication américaine dans le détroit de Taiwan et dans le dossier nucléaire nord-coréen, l'intérêt américain pour l'Asie du Sud-Est était moins évident. Alors secrétaire d'État, Susan Rice n'avait participé qu'à deux des quatre réunions annuelles de l'*ASEAN Regional Forum* alors que le président Bush s'était efforcé de transformer l'APEC en forum de lutte contre le terrorisme à la suite du 11 septembre 2001.

⁹ Remarks of President B. Obama, Suntory Hall, Tokyo, Japan, 14/11/2009.

¹⁰ Clinton H. (Secretary of State), *America's Engagement in the Asia-Pacific*, Kahala Hotel, Honolulu, Hawaii, 28/10/2010.

¹¹ Clinton H. (Secretary of State), *Remarks on Regional Architecture in Asia: Principles and Priorities*, Imin Center-Jefferson Hall, Honolulu, Hawaii, 12/01/2010.

L'administration Obama a décidé d'envoyer un message sans équivoque à la région. La stratégie régionale américaine répond à trois piliers que sont le renforcement des alliances préexistantes, le développement de nouveaux partenariats et une plus grande implication dans les institutions multilatérales¹². Comme le résume en septembre 2010 le président américain, “*we've strengthened old alliances; we've deepened new partnerships, /.../ and we've reengaged with regional organizations, including ASEAN*”¹³.

Ainsi, la secrétaire d'État Clinton a réalisé son premier voyage officiel en Asie de l'Est en février 2009 (Japon, Corée du Sud, Chine et Indonésie), une première depuis Dean Rusk en 1961. Elle s'est alors rendue en Indonésie, y a visité le quartier général de l'ASEAN, une première pour un secrétaire d'État, a annoncé la nomination d'un ambassadeur permanent auprès de l'ASEAN¹⁴, ainsi que la décision américaine d'accéder au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-est. Les États-Unis sont également devenus membres à part entière de l'*East Asia Summit* et le président Obama y a participé chaque année depuis, en 2011 et 2012. Fin 2012, le président Obama a assisté à sa quatrième réunion consécutive des *leaders USA-ASEAN* tandis que la secrétaire d'État Clinton est devenue la même année le premier secrétaire d'État a visité les dix pays de l'ASEAN. Sur le plan économique, le commerce bilatéral a frôlé les 200 millions de dollars en 2011 mais les investissements directs américains ont surtout atteint les 159 milliards de dollars la même année. Les États-Unis ont également lancé l'initiative E3 (*Expanded Economic Engagement*) en novembre 2012, visant à renforcer les relations économiques, qui venait s'ajouter au TIFA (*ASEAN-United States Trade and Investment Framework Arrangement*) signé en 2006. De la même façon, le projet américain de *Trans-Pacific Partnership*, incluant certains États d'Asie du Sud-est comme le Vietnam, mais excluant la Chine, vise à contrebalancer le projet de l'ASEAN soutenu par la Chine de *Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)*¹⁵.

Dans ses relations bilatérales avec les États d'Asie du Sud-Est, l'administration Obama a réalisé des avancées majeures. Encore en guerre il y a quarante ans, les États-Unis et le Vietnam ont progressivement normalisé leur relation depuis l'établissement de relations diplomatiques formelles par le président Clinton en 1995. L'administration Obama a mis un point d'orgue a donné une impulsion à la relation bilatérale et à la renforcer à travers notamment la visite du secrétaire à la Défense Gates et la double visite de la secrétaire d'État Clinton en 2010, mais

¹² Clinton H., 28/10/2010, référence citée.

¹³ *Remarks by President Obama and President Triet Of Vietnam at Opening Of U.S.-ASEAN Leaders Meeting, The White House, Office of the Press Secretary, 24/09/2010.*

¹⁴ Après la nomination d'un ambassadeur non résident auprès de l'ASEAN en 2008, David Carden a été nommé ambassadeur résident au siège de l'ASEAN à Jakarta et a pris ses fonctions en 2011.

¹⁵ Le RCEP, dont le projet a été officialisé lors de l'EAS de novembre 2012, regrouperait les dix États membres de l'ASEAN ainsi que les six États asiatiques ayant déjà signé un accord de libre échange avec l'ASEAN à savoir la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

également celle du secrétaire à la Défense Panetta dans la base navale de Cam Ranh en 2012. Hilary Clinton au cours de son mandat qualifiait ainsi volontiers l'amélioration de la relation bilatérale de « *breathtaking* » (Mydans, 2010). Ce rapprochement a été vigoureusement critiqué par la presse chinoise à l'exemple du quotidien nationaliste Global Times qui estimait « *the US is approaching its old adversary in the region. /.../ Embracing a former adversary for broader strategic gains is diplomacy the US is good at* » (28/07/2010).

Le cas des relations américano-birmanes est également révélateur de la volonté américaine de jouer un rôle de *leadership* régional. Alors que les relations se sont dégradées à partir du coup d'État de 1988, l'administration Obama a cherché à pousser à une démocratisation du régime, tout en brisant l'isolement diplomatique du pays, et à la levée progressive et conditionnelle des sanctions le visant. La secrétaire d'État Clinton s'est alors rendue dans le pays en novembre 2011, une première pour un secrétaire d'État depuis 1955, alors que le président Obama y a réalisé une visite historique, la première d'un président américain, en novembre 2012. La même année, Derek Mitchell y a été nommé ambassadeur, tandis qu'en 2013, le président birman Thein Sein a réalisé une visite historique à Washington.

L'implication diplomatique et symbolique la plus forte des États-Unis en Asie du Sud-Est ces dernières années demeure cependant son implication dans la résolution des différends territoriaux en mer de Chine du Sud. Lors du sommet de l'*ASEAN Regional Forum* en juillet 2010 à Hanoi, les déclarations d'Hilary Clinton – qui a affirmé que les États-Unis avaient un « intérêt national » à protéger la liberté de navigation maritime en mer de Chine du Sud – ont été perçues comme un message destiné tant à rassurer ses alliés et partenaires (notamment les Philippines et le Vietnam) qu'à dissuader la Chine de toute mesure coercitive dans ces différends. La rhétorique américaine a depuis été particulièrement vive sur ce sujet, tant de la part du président Obama¹⁶, que du secrétaire à la Défense Gates¹⁷ ou de la secrétaire d'État Clinton¹⁸. Les nations européennes soulignent désormais également leur intérêt à la liberté de navigation maritime en mer de Chine du Sud qui s'il a toujours été évident, n'était pas mentionné clairement. Alors que Washington estime ne pas prendre part à la résolution juridique des différends territoriaux, son implication est

¹⁶ « *With regard to regional stability and security in East Asia, I stressed that the United States has a fundamental interest in maintaining freedom of navigation, unimpeded commerce, respect for international law and the peaceful resolution of differences* » ; conférence de presse conjointe des présidents américain et chinois, Washington DC., 19/01/2011.

¹⁷ « *The South China Sea is an area of growing concern. This sea is not only vital to those directly bordering it, but to all nations with economic and security interests in Asia* » ; Gates R. (Secretary of Defense), *Remarks at Shangri-La Asia Security Dialogue*, International Institute For Strategic Studies, Shangri-La Hotel, Singapore, 05/06/2010.

¹⁸ « *The United States, like every nation, has a national interest in freedom of navigation, open access to Asia's maritime commons, and respect for international law in the South China Sea* » ; Clinton H. (Secretary of State), *Remarks at Press Availability*, National Convention Center, Hanoi, Vietnam, 23/07/2010.

réelle et conduit à une internationalisation de ces conflits, suivant en cela l'intérêt du Vietnam et des Philippines.

En effet, la stratégie vietnamienne est bien résumée par le correspondant du *New York Times* à Hanoi, Edward Wong : “Vietnam has been doing more than just complaining [against Chinese claims in the South China Sea]; it has laid the groundwork for another strategy to pry the islands from China’s grasp. In other words, Vietnam wants all parties at the same table to stave off China, the behemoth. This strategy of “internationalizing” the issue is one that smaller Asian countries like Vietnam may adopt more often as they wrangle with the Chinese juggernaut on many fronts. The thinking is: As China’s political power in the world expands, smaller nations will gain leverage over China only if they force it to negotiate in multilateral forums” (Wong, 2010). Cependant, Pékin entend éviter toute internationalisation de ces conflits territoriaux et les traiter sur une base bilatérale évitant ainsi une médiation américaine¹⁹. La position officielle chinoise est répétée presque quotidiennement par le ministère des Affaires étrangères sous la forme suivante : “The core of the South China Sea issue is sovereign disputes /.../ which shall be addressed through direct negotiation between relevant parties concerned. /.../ China always maintains that disputes and differences over the South China Sea should be resolved properly in a peaceful manner through bilateral negotiation and friendly consultation between relevant countries” (Hong, 2011). Cette stratégie chinoise se heurte ainsi à la stratégie américaine résumée par Hillary Clinton en une seule phrase, “we reminded the entire region of the irreplaceable role America plays” (Clinton, 2013).

Les tensions sino-américaines en mer de Chine du Sud persisteront du fait notamment de l’ambiguïté des États-Unis qui appellent la Chine à respecter la Convention de Montego Bay (UNCLOS 1992) sans l’avoir eux-mêmes ratifiés, et des différences dans l’interprétation de celle-ci, notamment en ce qui concerne les Zones Économiques Exclusives (ZEE) et la possibilité d’y réaliser des exercices militaires. Pour la Chine, qui a donc ratifié la convention, un État ne peut conduire des opérations militaires, et donc d’espionnage, dans les eaux territoriales d’un autre État, incluant ses ZEEs. Pour les États-Unis, n’ayant pas ratifié la convention, mais y faisant référence, la liberté de navigation dans les eaux internationales, incluant les ZEEs, est un principe de base du droit de la mer. La Chine entend donc faire de ses ZEEs, incluant les ZEEs revendiquées en mer de Chine du Sud, des zones tampons, vierges de toute présence militaire américaine. Ces différences d’interprétation sont cruciales car des incidents militaires se sont produits à de nombreuses reprises et un risque d’escalade est toujours présent²⁰.

¹⁹ Jacobs, 2010 ; Miks, 2011 ; Buckley, 2011 ; Landler, 2010.

²⁰ http://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/closindx.htm

La Chine entend empêcher l'internationalisation de ses différends territoriaux

La Chine entend empêcher les États-membres de l'ASEAN de faire front uni contre elle, ce qui irait à l'encontre de son intérêt national. La Chine utilise non seulement sa participation directe dans certaines institutions rattachées à l'ASEAN comme l'ASEAN+1, l'ASEAN+3 ou l'*ASEAN Regional Forum*, mais aussi son influence sur certains des États membres, notamment le Cambodge, afin de garantir ses intérêts nationaux et de bloquer, le cas échéant, toute déclaration de l'association qui lui serait défavorable. Cette stratégie chinoise est renforcée par l'un des principes même du processus de prise de décision de l'ASEAN, la recherche du consensus. Ainsi, la Chine a réussi à bloquer l'adoption d'une proposition faite par les Philippines en novembre 2011, lors du 6^{ème} *East Asia Summit* (EAS) à Bali, portant sur la création entre l'ASEAN et la Chine d'une "zone de paix, de liberté, d'amitié et de coopération" en mer de Chine du Sud. Cette proposition était soutenue par le Vietnam et prévoyait de diviser la mer de Chine du Sud entre zones disputées et zones non-disputées, amenant à la démilitarisation des premières. Plus récemment, et malgré l'adoption d'une Déclaration de Conduite (DOC) en 2002, la Chine s'est montrée réticente à l'adoption d'un Code de Conduite (COC) en mer de Chine du Sud²¹.

Un exemple frappant est l'absence de la publication d'une déclaration commune à la suite du 45^{ème} sommet interministériel de l'ASEAN, le 9 juillet 2012, une première dans l'histoire de l'ASEAN. Cette absence a souligné le pouvoir de blocage chinois en association avec son allié cambodgien (Bondaz et Kratz, 2013). Le sommet biennuel de l'ASEAN de novembre 2012 s'est également inscrit dans la continuité du camouflet de juillet, lorsque pour la première fois dans l'histoire de l'ASEAN une réunion interministérielle n'a pas permis de produire un communiqué officiel présentant une position commune de ses États membres. Dans les deux cas, l'opposition entre d'un côté la Chine et le Cambodge – assurant la présidence de l'ASEAN en 2012 – et de l'autre les Philippines et le Vietnam, au sujet des différends territoriaux en a été la cause. La Chine entend ainsi développer ses relations avec le Cambodge, l'un des plus petits États de l'ASEAN, afin d'utiliser le pouvoir de véto de Phnom Penh.

²¹ Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a rappelé le 09 juillet 2012 que la Chine avait la « *volonté de travailler avec les pays de l'ASEAN pour discuter de la formulation d'un Code de conduite quand le moment sera venu* ». Il a rappelé au passage que ce COC « *ne vise pas à résoudre les différends en mer de Chine du Sud mais à renforcer la confiance mutuelle et la coopération entre les parties concernés dans un effort conjoint de maintenir la paix et la stabilité en mer de Chine du Sud* ». Le 16 novembre, le porte-parole Hong Lei a souligné qu'avant de discuter d'un COC, les pays de l'ASEAN et la Chine devaient mettre en œuvre efficacement la DOC et maintenir un dialogue favorisant à terme la signature d'un COC basé sur le consensus.

La relation bilatérale entre la Chine et le Cambodge construite en partie comme le résultat du soutien chinois au régime des Khmers rouges, notamment après son invasion par le Vietnam en 1978, s'est approfondie depuis 1997 après le coup d'État militaire ayant mené l'actuel Premier ministre Hun Sen au pouvoir. Depuis 1992, la Chine a offert plus de 2,1 milliards de dollars d'aide et de prêts au pays pour le développement agricole et la construction d'infrastructures. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial du Cambodge avec un commerce bilatéral s'élevant, selon le FMI, à 2,7 milliards de dollars en 2011 contre 76 millions en 1996. Entre 2006 et août 2012, les entreprises chinoises ont investi plus de 8,2 milliards de dollars dans le pays contre moins d'un milliard pour les entreprises américaines. Début 2013, un accord a notamment été signé afin que deux compagnies chinoises construisent un nouveau réseau de chemin de fer cambodgien reliant notamment une usine d'acier et un port à Koh Kong, dans le sud du pays ; autant de bénéfices économiques offerts au Cambodge permettant son alignement sur la position chinoise.

Une tentative de renforcement de l'influence japonaise en Asie du Sud-Est

Enfin, un acteur important mais demeurant dans l'ombre des deux grandes puissances américaine et chinoise est le Japon. Après des années marquées par une absence de visibilité diplomatique, le Japon de Shinzo Abe réalise lui aussi un retour remarqué dans la région. Le nouveau Premier ministre japonais a en effet réalisé par moins de quatre voyages dans la région depuis décembre 2012. En janvier 2013, il a réalisé son premier voyage à l'étranger au Vietnam, en Thaïlande et en Indonésie. En mai, il s'est rendu en Birmanie, une première depuis la visite du Premier ministre Fukuda en 1977. Et en juillet, il a réalisé des visites d'État en Malaisie, à Singapour et aux Philippines, ainsi qu'au sommet de l'*East Asia Summit* et de l'APEC au Brunei et en Indonésie en octobre, visitant ainsi huit des dix pays de l'ASEAN en six mois. Enfin, une visite présidentielle au Cambodge et au Laos a eu lieu à la fin de l'année 2013. Ce regain d'intérêt japonais n'est pas uniquement dû à la nouvelle politique économique – qualifiée d'«*Abenomics*» – visant entre autres à accroître les échanges commerciaux du Japon notamment avec l'ASEAN, ou à une volonté de renforcer les échanges culturels à travers l'envoi d'enseignants japonais, mais bel et bien d'une implication plus forte du Japon dans les questions de sécurité en Asie du Sud-Est.

Le Japon entend ainsi peser de tout son poids dans l'ASEAN, profitant de 2013 comme du 40^{ème} anniversaire du Dialogue ASEAN-Japon, afin de faire contrepoids à la Chine et de mettre en avant la question des différends territoriaux. Internationaliser cette question et tenter de trouver en l'ASEAN, ou en tout cas en certains de ses membres, des partenaires pour contrer les revendications territoriales chinoises, tel semble être l'un des objectifs de l'administration Abe. Le

Japon se rapproche ainsi d'États comme les Philippines, avec qui par exemple un accès facilité pour les marines américaines et japonaises à la base de Subic Bay, ancienne base de la marine américaine avant le départ des troupes en 1992, est à l'étude.

Cependant, il convient de relativiser l'influence japonaise. Tokyo affiche un net retard vis-à-vis de Pékin et Washington et ne semble pas en mesure d'offrir une alternative aux deux grands pour les États de la région. Si le Japon peut avoir une capacité de nuisance vis-à-vis de la Chine en se rapprochant notamment du Vietnam ou des Philippines, il n'est pas un concurrent direct de la Chine dans la région et pourrait gêner la diplomatie américaine si sa stratégie n'était pas coordonnée avec Washington.

Conclusion : États-membres de l'ASEAN, trois groupes distincts aux intérêts et stratégie divergents

Quelques observations déjà esquissées dans ce papier découlent de ces différents constats que sont l'émergence d'une hiérarchie duale Chine-États-Unis, la stratégie de pivot régionale américaine, la volonté chinoise de ne pas internationaliser ses différends territoriaux, mais aussi le principe de fonctionnement de l'ASEAN, le consensus. Les États d'Asie du Sud-Est peuvent ainsi être regroupés en différents groupes en fonction notamment de l'impact direct de la Chine sur leur sécurité nationale (différends territoriaux) et de leur poids régional (puissance moyenne ou secondaire), chaque groupe ayant un intérêt commun à développer des relations spécifiques avec les deux grandes puissances régionales en utilisant comme levier l'opposition stratégique croissante entre les deux grandes puissances. Cette typologie est bien évidemment schématique et des nuances sont à apporter à ce qui peut être présenté comme des idéaux-types.

Le premier groupe d'États (*balancing*) est celui ayant des différends territoriaux majeurs avec la Chine, ce qui impacte directement leur sécurité nationale car ils considèrent la Chine comme une menace militaire. Ces États, principalement le Vietnam et les Philippines, cherchent à renforcer leur alliance avec Washington (Manille) ou à se rapprocher des États-Unis (Hanoi) dans le domaine sécuritaire et ainsi obtenir des garanties de sécurité. Sans mettre un terme à leur relation bilatérale avec Pékin, et tout en cherchant à poursuivre l'accroissement des échanges commerciaux avec la Chine, ces États voient dans les États-Unis le moyen d'appuyer leurs revendications territoriales et d'accroître leurs leviers de négociations vis-à-vis d'un imposant voisin. Pour affiner l'analyse, des nuances sont à apporter pour le cas du Vietnam et des Philippines. Si les Philippines se sont montrés vindicatives dans leurs revendications, pouvant s'appuyer notamment sur leur alliance avec les États-Unis, le cas du Vietnam est particulier. Si les relations de parti à parti entre les partis communistes chinois et vietnamien sont bonnes, ce sont

les relations d'État à État qui sont dégradées, permettant paradoxalement de renforcer la légitimité de chaque parti auprès de sa population. Les différends territoriaux avec ces deux pays n'entraînent également pas une confrontation militaire directe. Les incidents n'ont pour l'heure pas fait de victime et les relations diplomatiques demeurent. Si les tensions et les risques sont réels, on ne peut pas parler de confrontation ouverte. Tout comme dans la relation avec les États-Unis, la Chine est dans une logique de compétition, qu'elle soit économique ou militaire, et non de confrontation.

Le second groupe d'États (*dual bandwagoning*) se compose des puissances moyennes comme l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande ou Singapour. La Chine n'étant pas une menace directe pour leur sécurité nationale (bien que la Malaisie ait des différends territoriaux avec la Chine), ces États entendent équilibrer leurs relations avec Pékin et Washington, bénéficiant ainsi à plein de leur compétition. Sans s'aligner, ces États cherchent à obtenir des bénéfices économiques et de sécurité des deux États. La visite du Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong à Pékin en août 2013 et le succès de la tournée sud-est asiatique de Xi Jinping en Indonésie et en Malaisie en octobre 2013, avec notamment la signature avec l'Indonésie de contrats économiques dépassant les 25 milliards de dollars, en sont autant d'exemples. Cette dernière tournée du président chinois est d'ailleurs symbolique car il a pu se rendre en Malaisie alors que le président Obama avait dû annuler la sienne afin de pouvoir gérer la crise du *shutdown* à Washington (tout comme Bill Clinton avait dû annuler sa participation au sommet de l'APEC en 1995 pour les mêmes raisons). Le troisième groupe (*bandwagoning*) se compose des puissances secondaires d'Asie du Sud-Est comme le Cambodge ou le Laos. Celles-ci peuvent jouer à plein l'opposition entre Washington et Pékin et apparaissent comme les grands bénéficiaires de cette bipolarité naissante. En effet, ces petits États bénéficiant d'un droit de veto au sein de l'ASEAN ; elles sont donc pour les grandes puissances un moyen d'obtenir un droit de veto indirect à moindre coût afin d'éviter que l'ASEAN ne fasse front uni contre leurs intérêts. Il est ainsi plus facile d'obtenir un alignement de Phnom Penh ou de Vientiane, dont les PIB avoisinent les 10 milliards, en offrant des bénéfices économiques, que Jakarta dont le PIB dépasse désormais les 800 milliards de dollars.

Tableau 4 – Typologie des relations des États d'Asie du Sud-Est avec la Chine et les États-Unis

Différends territoriaux majeurs		
<i>OUI</i>	<i>NON</i>	
	Puissances moyennes	Puissances secondaires
Vietnam Philippines (Japon)	Indonésie Singapour Malaisie (Corée du Sud)	Laos Cambodge
BALANCING	DUAL BANDWAGONING	BANDWAGONING

Plusieurs remarques transversales s'imposent cependant à nous, toujours afin d'analyser cette typologie. Premièrement, hormis les puissances secondaires, aucun État d'Asie du Sud-Est, y compris le Vietnam et le Japon, n'a d'intérêt à s'aligner complètement sur une grande puissance. On peut ici reprendre la métaphore du bambou utilisée par la diplomatie thaïe. Ces États développent une diplomatie « flexible » permettant de s'adapter aux exigences des grandes puissances et tantôt de pencher vers Pékin, tantôt de pencher vers Washington. En effet, ces États peuvent maximiser au mieux leur intérêt national en jouant subtilement de la compétition stratégique entre Pékin et Washington.

Deuxièmement, contrairement à l'URSS, la Chine n'est pas en mesure d'imposer aux petites puissances un alignement car elle ne représente pas pour elles une menace pour leur intégrité nationale. Le Cambodge peut donc décider de s'aligner sur la Chine en fonction des bénéfices économiques que Pékin lui apporte et non en fonction de la menace que l'armée chinoise pose sur son territoire. On peut dès lors parler d'un *badwagoning* voulu et non subi.

Troisièmement, la communauté de Chinois d'outre-mer en Asie du Sud-Est n'est pas un facteur crucial dans les relations entre les États de l'ASEAN et la Chine. Ces Chinois d'outre-mer forment parfois des minorités importantes comme en Thaïlande (plus de 9 millions), en Indonésie (près de 9 millions) ou en Malaisie (plus de 8 millions), quand ce n'est pas la majorité de la population comme à Singapour. Ces Chinois d'outre-mer contrôlent également une part importante de l'économie de ces pays. Contrairement à la peur de certains gouvernements d'Asie du Sud-Est dans les années 1970 d'une contagion communiste par la diaspora chinoise, ces

minorités intégrées servent l'intérêt national de leur pays et Pékin ne peut pas les mobiliser afin de servir l'intérêt national chinois. Les relations Chine-ASEAN sont avant tout des relations d'États à États et non des relations transnationales basées sur une culture commune.

Bibliographie

- BONDAZ A., “China needs new strategies to secure its maritime borders”, *China Analysis*, European Council on Foreign Relations, February 2013.
- BONDAZ A., CAUSSAT P. et RACINE J.-L., « Inde-Chine : entre compétition et coopération », *Diplomatie*, Les Grands Dossiers, 14, Géopolitique de l’Inde, les défis de l’émergence, 14, avril-mai 2013.
- BONDAZ A. et KRATZ A., *La Chine dans les coulisses de l’ASEAN*, Observatoire Asie du Sud-Est pour la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) / Ministère de la Défense, Asia Centre, mars 2013.
- BUCKLEY Bill, “China Warns Outside Nations to Stay out of Sea Dispute”, *Reuters*, 15/06/2011.
- BUZAN B., WAEVER O. and DE WILDE J., *Security, a New Framework for Analysis*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1998.
- CIA, *World Factbook*, 2013.
- GIPOULOUX F., *La Méditerranée asiatique, villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-Est, XVIe-XXIe siècle*, Paris : CNRS Éditions, 2009.
- HONG L., *Foreign Ministry Spokesperson of the People’s Republic of China*, Regular Press Conference, Beijing, 28/06/2011.
- HUANG C., “A Bolder China Asserts Core Interests But Will It Act?”, *South China Morning Post*, 12/08/2010.
- JACOBS Andrew, “China Warns U.S. to Stay Out of Islands Dispute”, *New York Times*, 26/07/2010.
- KOTANI T., “Why China Wants South China Sea”, *The Diplomat*, 18/07/2011.
- KRAUTHAMMER C., “The Unipolar Moment”, *Foreign Affairs*, Vol. 70(1), 1990-1991, pp. 23-33.
- KRISTOF N., “China Builds Its Military Muscle, Making Some Neighbors Nervous; Filling a Perceived Power Gap in Southeast Asia”, *New York Times*, 08/01/1993.
- KURLANTZICK J., *Charm Offensive: How China’s Soft Power Is Transforming the World*, New Haven: Yale University Press, 2007.
- LANDLER M., “Offering to Aid Talks, U.S. Challenges China on Disputed Islands”, *New York Times*, 23/07/2010.
- MIKS J., “China Warns “Outsiders” Away”, *The Diplomat*, 15/06/2011.
- MYDANS S., “U.S. and Vietnam Build Ties With an Eye on China”, *New York Times*, 12/10/2010.

- NYE J., “East Asian Security: The Case for Deep Engagement”, *Foreign Affairs*, July-August 1995.
- ROSS R., “Bipolarity and Balancing in East Asia”, in PAUL T.V., WIRTZ J. and FORTMANN M. (eds.), *Balance of Power, Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford: Stanford University Press, 2004, pp. 267-304.
- SCHWELLER R., “Bandwagoning for Profit: Bringing the Revisionist State Back In”, *International Security*, Vol. 19(1), Summer 1994, pp. 72-107.
- SHAMBAUGH D., “Coping with a Conflicted China”, *The Washington Quarterly*, Vol. 34(1), Winter 2011, pp. 7-27.
- SWAINE M., “China’s Assertive Behavior, Part One: On “Core Interests””, *China Leadership Monitor*, 34, Winter 2011.
- WALT S.M., *The Origins of Alliances*, Ithaca: Cornell University Press, 1987.
- WALTZ K.N., *Theory of International Politics*, Boston: McGraw Hill, 1979.
- WONG E., “Vietnam Enlists Allies to Stave Off China’s Reach”, *New York Times*, 04/02/2010.
- “US Return Brings Uncertainty to Asia”, Editorial, *Global Times*, 29/10/2010.
- “US Push in Vietnam Suspicious”, Editorial, *Global Times*, 28/07/2010.